

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 1918

22 JUILLET 1991. — Arrêté royal modifiant et complétant, en ce qui concerne la protection contre l'asbeste, le Règlement général pour la protection du travail (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, notamment l'article 1er, § 1er, modifié par les lois du 17 juillet 1957 et 16 mars 1971;

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment l'article 148decies 2.5., inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986 et modifié par l'arrêté royal du 10 septembre 1987 et l'article 723ter 5, modifié par les arrêtés royaux des 28 août 1986 et 10 septembre 1987;

Vu l'avis du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

Vu l'avis de Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 148decies 2.5.1. du Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, appelé Règlement ci-après, inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« 5.1. Dispositions générales et définitions :

Toutes les mesures de protection doivent être prises en vue d'assurer la protection des travailleurs contre les risques pour leur santé, y compris la prévention de tels risques découlant ou pouvant découler d'une exposition à l'asbeste, pendant le travail.

Si la possibilité technique existe, le remplacement de l'asbeste par des produits de substitution moins dangereux pour la santé des travailleurs doit être effectué.

Pour l'application des dispositions suivantes, le terme asbeste désigne la forme fibreuse des silicates minéraux repris ci-après appartenant au groupe de roches métamorphiques des serpentines (chrysotile N° CAS 12001-29-5) et des amphiboles :

- actinolite (N° CAS 77536-66-4);
- amosite (N° CAS 12172-73-5);
- anthophyllite (N° CAS 77536-67-5);
- crocidolite (N° CAS 12001-28-4);
- trémolite (N° CAS 77536-68-6),

ainsi que tout mélange quelconque contenant un ou plusieurs de ces minéraux. »

(1) Références au *Moniteur belge* :

- Loi du 10 juin 1952, *Moniteur belge* du 19 juin 1952;
- Loi du 17 juillet 1957, *Moniteur belge* du 26 juillet 1957;
- Loi du 16 mars 1971, *Moniteur belge* du 30 mars 1971;
- Arrêté du Régent du 11 février 1946, *Moniteur belge* des 3 et 4 avril 1946;
- Arrêté du Régent du 27 septembre 1947, *Moniteur belge* des 3 et 4 octobre 1947;
- Arrêté royal du 28 août 1986, *Moniteur belge* du 19 septembre 1986;
- Arrêté royal du 10 septembre 1987, *Moniteur belge* du 23 septembre 1987;
- Arrêté royal du 10 septembre 1987, *Moniteur belge* du 26 septembre 1987;
- Arrêté royal du 7 novembre 1988, *Moniteur belge* du 22 novembre 1988.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 1918

22 JULI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging en aanvulling, wat de bescherming tegen asbest betreft, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, inzonderheid op artikel 1, § 1, gewijzigd bij de wetten van 17 juli 1957 en 16 maart 1971;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op artikel 148decies 2.5., ingevoegd bij koninklijk besluit van 28 augustus 1986 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 september 1987 en artikel 723ter 5, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 augustus 1986 en 10 september 1987;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Veiligheid, Gezondheid en Verfraaiing van de Werkplaatsen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 148decies 2.5.1. van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, hierna Reglement genoemd, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5.1. Algemene bepalingen en definities :

Alle beschermingsmaatregelen dienen genomen te worden om de bescherming van de werknemers te verzekeren tegen risico's voor hun gezondheid, met inbegrip van de voorkoming van dergelijke risico's, die zich voordoen of zich kunnen voordoen door blootstelling aan asbest gedurende het werk.

Indien de technische mogelijkheid bestaat, moet asbest vervangen worden door vervangingsproducten die minder schadelijk zijn voor de gezondheid van de werknemers.

Voor de toepassing van de volgende bepalingen duidt de term asbest de vezelachtige vorm van de minerale silicaten, aan die hierna worden vermeld en die behoren tot de groepen van de meta-morfe serpentijnen (chrysotiel CAS nummer 12001-29-5) en de amfibolen :

- actinoliet (CAS-nummer 77536-66-4);
- amosiet (CAS-nummer 12172-73-5);
- anthofylliet (CAS-nummer 77536-67-5);
- crocidoliet (CAS-nummer 12001-28-4);
- tremoliet (CAS-nummer 77536-68-6),

evenals van eender welk mengsel dat één of meer van die mineralen bevat. »

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

- Wet van 10 juni 1952, *Belgisch Staatsblad* van 19 juni 1952;
- Wet van 17 juli 1957, *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 1957;
- Wet van 16 maart 1971, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1971;
- Besluit van de Regent van 11 februari 1946, *Belgisch Staatsblad* van 3 en 4 april 1946;
- Besluit van de Regent van 27 september 1947, *Belgisch Staatsblad* van 3 en 4 oktober 1947;
- Koninklijk besluit van 28 augustus 1986, *Belgisch Staatsblad* van 19 september 1986;
- Koninklijk besluit van 10 september 1987, *Belgisch Staatsblad* van 23 september 1987;
- Koninklijk besluit van 10 september 1987, *Belgisch Staatsblad* van 26 september 1987;
- Koninklijk besluit van 7 november 1988, *Belgisch Staatsblad* van 22 november 1988.

Art. 2. L'article 148*decies* 2.5.2. du même règlement, inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« 5.2. Inventaire

5.2.1. L'employeur établit un inventaire de tout l'asbeste et des matériaux contenant de l'asbeste présents dans toutes les parties des bâtiments (y compris d'éventuelles parties communes), les machines, les installations, les moyens de protection et les autres équipements se trouvant sur le lieu de travail.

Cet inventaire doit être tenu à jour.

Cette disposition n'est pas d'application pour les parties de bâtiments, les machines, et les installations, qui sont difficilement accessibles et qui dans des conditions normales ne peuvent donner lieu à une exposition aux fibres d'asbeste.

5.2.2. Le Ministre de l'Emploi et du Travail détermine le contenu de l'inventaire et le délai dans lequel cet inventaire doit être dressé.

5.2.3. Sans préjudice des dispositions visées à l'article 148*decies* 1, § 6, lors de l'établissement de cet inventaire, l'employeur peut faire appel à un service ou à un laboratoire, agréé à cette fin par le Ministre de l'Emploi et du Travail.

5.2.4. Après avis préalable du chef de service de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et du médecin du travail, l'inventaire et les modifications qui y sont apportées, sont soumis au Comité de sécurité, hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ou à défaut, à la délégation syndicale.

5.2.5. Si l'inventaire visé au point 5.2.1. fait apparaître que l'asbeste est présent, un programme de gestion est instauré.

Ce programme vise à maintenir à des niveaux aussi bas que possible l'exposition aux fibres d'asbeste des travailleurs appartenant ou non au personnel de l'entreprise.

Ce programme de gestion comporte :

1° Une évaluation régulière de l'état de l'asbeste ou des matériaux contenant de l'asbeste par une inspection visuelle. Cette évaluation est réalisée au moins une fois par an.

2° Les mesures qui doivent être prises lorsque l'asbeste ou les matériaux contenant de l'asbeste sont dans un mauvais état ou sont appliqués dans des endroits où ils sont susceptibles d'être détériorés.

Ces mesures peuvent notamment impliquer que les matériaux contenant de l'asbeste soient fixés, encapsulés ou enlevés.

Dans le cas de démolition des bâtiments, des machines, des installations, des moyens de protection et d'autres équipements ou encore dans le cas de travaux importants au cours desquels l'asbeste peut être libéré, il convient d'enlever l'asbeste selon les dispositions prévues à l'article 148*decies* 2.5.9.3.

3° Les instructions relatives aux travaux tels que prévus à l'article 148*decies* 2.5.9.2.

Après avis préalable du médecin du travail le programme de gestion sera adapté à l'évolution de la situation et soumis pour avis au Comité de sécurité, hygiène et d'embellissement des lieux de travail ou, à défaut, à la délégation syndicale.

5.2.6. L'inventaire ou un extrait de celui-ci est délivré avec accusé de réception aux employeurs des entreprises extérieures appelées à exécuter des travaux qui sont susceptibles d'exposer les travailleurs aux fibres d'asbeste.

5.2.7. L'inventaire est tenu à la disposition de l'inspecteur du travail compétent. »

Art. 3. L'article 148*decies* 2.5.3.3. du même règlement, inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« 5.3.3. Si l'évaluation prévue au point 5.3.2. montre que la concentration des fibres d'asbeste dans l'air sur les lieux de travail se situe, en l'absence de tout équipement de protection individuelle, à un niveau calculé ou mesuré, par rapport à une période de référence de huit heures :

— soit inférieur à 0,15 fibre par centimètre cube (150 000 fibres par mètre cube) pour les variétés d'asbeste appartenant au groupe des serpentines ou inférieur à 0,05 fibre par centimètre cube (50 000 fibres par mètre cube) pour les variétés d'asbeste appartenant au groupe des amphiboles;

— soit inférieur à une dose cumulée pendant trois mois de respectivement 9,00 fibres-jours par centimètre cube pour les variétés d'asbeste appartenant au groupe des serpentines et 3,00 fibres-jours par centimètre cube pour les types d'asbeste appartenant aux groupes des amphiboles, les prescriptions prévues aux points 5.4., 5.6., 5.10., 5.11.2. et 5.12., ne sont pas d'application. »

Art. 2. Artikel 148*decies* 2.5.2. van hetzelfde reglement, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5.2. Inventaris

5.2.1. De werkgever maakt een inventaris op van alle asbest en asbesthoudende materialen die aanwezig zijn in alle gedeelten van gebouwen (met inbegrip van eventuele gemeenschappelijke delen), machines, installaties, beschermingsmiddelen en andere uitrustingen die zich in de werkplaats bevinden.

Deze inventaris dient te worden bijgehouden.

Deze bepaling is niet van toepassing voor de gedeelten van gebouwen, machines en installaties die moeilijk bereikbaar zijn en die in normale omstandigheden geen aanleiding kunnen geven tot blootstelling aan asbestvezels.

5.2.2. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid bepaalt de inhoud van deze inventaris en binnen welke termijn deze inventaris moet worden opgesteld.

5.2.3. Onverminderd de bepalingen van artikel 148*decies* 1, § 6, kan de werkgever zich bij het opstellen van deze inventaris laten bijstaan door een dienst of een laboratorium, dat hiertoe door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, is erkend.

5.2.4. Na het voorafgaand advies van het hoofd van de dienst voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en van de arbeidsgeneesheer, wordt de inventaris alsmede de wijzigingen die erin worden aangebracht voorgelegd aan het Comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen, of bij zijn ontstentenis, aan de vakbondsafvaardiging.

5.2.5. Indien uit de in punt 5.2.1. bedoelde inventaris blijkt dat asbest aanwezig is dient een beheersprogramma te worden opgesteld.

Dit beheersprogramma heeft tot doel de blootstelling aan asbestvezels van de werknemers, die al dan niet behoren tot het personeel van de onderneming, zo laag mogelijk te houden.

Dit beheersprogramma omvat :

1° Een regelmatige beoordeling door middel van visuele inspectie van de toestand van het asbest of van het asbesthoudend materiaal. Deze beoordeling gebeurt ten minste eenmaal per jaar.

2° De maatregelen die moeten genomen worden wanneer blijkt dat het asbest of asbesthoudend materiaal in slechte toestand is of wordt gebruikt op plaatsen waar het kan beschadigd worden.

Deze maatregelen kunnen inzonderheid inhouden dat het materiaal dat asbest bevat wordt gefixeerd, ingekapseld of verwijderd.

In het geval van afbraak van gebouwen, machines, installaties, beschermingsmiddelen en andere uitrustingen of in het geval van belangrijke werkzaamheden waarbij het asbest kan vrijkomen, dient te worden overgegaan tot de verwijdering van het asbest volgens de bepalingen van artikel 148*decies* 2.5.9.3.

3° De instructies voor de werkzaamheden bedoeld bij artikel 148*decies* 2.5.9.2.

Na voorafgaand advies van de arbeidsgeneesheer wordt het beheersprogramma aangepast aan de evolutie van de toestand en wordt het voor advies voorgelegd aan het Comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen of bij ontstentenis ervan, aan de vakbondsafvaardiging.

5.2.6. De inventaris of een uittreksel ervan wordt tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de werkgevers van externe bedrijven die werkzaamheden moeten uitvoeren die tot blootstelling van de werknemers aan asbestvezels kunnen leiden.

5.2.7. De inventaris wordt ter beschikking gehouden van de bevoegde arbeidsinspecteur. »

Art. 3. Artikel 148*decies* 2.5.3.3. van hetzelfde reglement, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5.3.3. Indien uit de in 5.3.2. voorgeschreven beoordeling blijkt dat de concentratie van asbestvezels in de lucht op de arbeidsplaats bij het ontbreken van individuele beschermingsmiddelen op een niveau ligt, berekend of gemeten over een referentieperiode van 8 uur, van :

— ofwel minder dan 0,15 vezels per kubieke centimeter (150 000 vezels per kubieke meter) voor asbestsoorten behorende tot de groep van de serpentijnen of van minder dan 0,05 vezel per kubieke centimeter (50 000 vezels per kubieke meter) voor de asbestsoorten behorende tot de groep van de amphibolen;

— ofwel minder dan een gecumuleerde dosis gedurende drie maanden van respectievelijk 9,00 vezel-dagen per kubieke centimeter voor asbestsoorten behorende tot de groep van serpentijnen en 3,00 vezel-dagen per kubieke centimeter voor asbestsoorten behorende tot de groep van de amphibolen, dan zijn de voorschriften voorzien bij de punten 5.4., 5.6., 5.10., 5.11.2. en 5.12., niet van toepassing. »

Art. 4. L'article 148*decies* 2.5.6.1. alinéa premier, du même règlement, inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« 5.6.1. En vue de garantir le respect des valeurs limites fixées dans ce règlement, le mesurage de la teneur de l'air en asbeste sur le lieu de travail est effectué conformément à la méthode de référence décrite à l'annexe I à la présente section et complétée par la norme T96-102 ou toute autre méthode qui donne des résultats équivalents. Cette mesure doit être programmée et effectuée régulièrement, l'échantillonnage étant représentatif de l'exposition personnelle du travailleur à la poussière provenant de l'asbeste ou des matériaux contenant de l'asbeste. »

Art. 5. A l'article 148*decies* 2.5.6.4. du même règlement, inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986, le mot « trois » est supprimé.

Art. 6. A l'article 148*decies* 2.5.6.5. du même règlement, inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986, les mots « par an » sont remplacés par les mots « tous les trois mois ».

Art. 7. L'article 148*decies* 2.5.6.7. du même règlement, inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« 5.6.7. En cas de doute sur le type de fibre prélevé, le type de fibre devra être identifié au moyen d'un microscope électronique ou d'une autre méthode adaptée qui permet d'identifier le type d'asbeste, ou bien toutes les fibres prélevées devront être considérées comme appartenant au groupe des amphiboles. »

Art. 8. L'article 148*decies* 2.5.7. du même règlement inséré par l'arrêté royal du 23 août 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« 5.7. Valeurs limites.

Les valeurs limites suivantes sont appliquées :

5.7.1. Concentration de toutes les fibres d'asbeste appartenant au groupe des serpentes dans l'air sur le lieu du travail : 0,50 fibre par centimètre cube (500 000 fibres par mètre cube) mesurée ou calculée par rapport à une période de référence de huit heures.

5.7.2. Concentration des fibres d'asbeste appartenant au groupe des amphiboles dans l'air sur le lieu du travail : 0,15 fibre par centimètre cube (150 000 fibres par mètre cube) mesurée ou calculée par rapport à une période de référence de huit heures.

5.7.3. Concentration des fibres d'asbeste dans l'air sur le lieu du travail appartenant à la fois au groupe des serpentes et au groupe des amphiboles : 0,15 fibre par centimètre cube (150 000 fibres par mètre cube) mesurée ou calculée par rapport à une période de référence de huit heures. »

Art. 9. A l'article 148*decies*, 2.5.9.2. du même règlement, inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986, les points 9°, alinéa 2, 10°, 11°, alinéa 2 et 13°, sont abrogés.

Art. 10. L'article 148*decies* 2.5.9.3.1. du même règlement, inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986, est complété comme suit : « Ce plan de travail doit toujours rester sur le chantier et tenu à la disposition des travailleurs concernés et de l'inspecteur du travail compétent ».

Art. 11. L'article 148*decies* 2.5.9.3.2. du même règlement, inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986 et modifié par l'arrêté royal du 10 septembre 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« 5.9.3.2. Le plan de travail visé au point 5.9.3.1. doit prévoir :

1° les mesures générales de protection collective dont, entre autres :

a) le cloisonnement étanche, en double épaisseur, de la zone de travail;

b) le déplacement hors de la zone de travail des appareils qui y sont contenus ou leur protection étanche;

c) la mise hors service du réseau électrique, sauf nécessité exceptionnelle de maintien;

d) le recouvrement total des sols, en double épaisseur, par des feuilles de matériaux lisses assujetties ensemble;

e) le maintien en dépression permanente de la zone de travail au moyen d'un ou de plusieurs groupes centraux d'aspiration et la filtration absolue de l'air par un filtre absolu. L'aspiration doit être telle qu'une aération totale soit assurée dans la zone de travail trois à quatre fois par heure. Une dépression d'au moins 10 Pa par rapport à l'extérieur de la zone du travail est recommandée. A ces spécifications, il peut être dérogé pour des raisons techniques qui

Art. 4. Artikel 148*decies* 2.5.6.1. eerste lid van hetzelfde reglement ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5.6.1. Ten einde de naleving van de in dit reglement vastgestelde grenswaarden te waarborgen, wordt de meting van het asbestgehalte in de lucht op het werk verricht overeenkomstig de in bijlage I bij deze afdeling beschreven referentiemethode, en aangevuld door de norm NBN T96-102, of een andere methode die gelijkwaardige resultaten oplevert. Deze meting wordt volgens plan en regelmatig uitgevoerd, waarbij de bemonstering representatief moet zijn voor de persoonlijke blootstelling van de werknemer aan stof afkomstig van asbest of van asbesthoudende materialen. »

Art. 5. In artikel 148*decies* 2.5.6.4. van hetzelfde reglement, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986, worden de woorden « om de drie maanden » vervangen door het woord « maandelijks ».

Art. 6. In artikel 148*decies* 2.5.6.5. van hetzelfde reglement, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986, worden de woorden « per jaar » vervangen door de woorden « om de drie maanden ».

Art. 7. Artikel 148*decies* 2.5.6.7. van hetzelfde reglement ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5.6.7. In geval van twijfel omtrent het type van vezel waarvan een monsternamen is gebeurd moet de vezelsoort bepaald worden door middel van electronenmicroscopie of een andere geschikte methode die toelaat de asbestsoort te identificeren, of dienen alle opgevangen vezels te worden beschouwd als behorend tot de groep van de amfibolen. »

Art. 8. Artikel 148*decies* 2.5.7. van hetzelfde reglement ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5.7. Grenswaarden.

De volgende grenswaarden worden toegepast :

5.7.1. Concentratie van asbestvezels behorende tot de groep van de serpentine in de lucht op de arbeidsplaats : 0,50 vezel per kubieke centimeter (500 000 vezels per kubieke meter) gemeten of berekend over een referentieperiode van 8 uur.

5.7.2. Concentratie van asbestvezels behorende tot de groep van de amfibolen in de lucht op de arbeidsplaats : 0,15 vezel per kubieke centimeter (150 000 vezels per kubieke meter) gemeten of berekend over een referentieperiode van 8 uur.

5.7.3. Concentratie van asbestvezels in de lucht op de arbeidsplaats van vezels die zowel behoren tot de groep van de serpentine als tot de groep van de amfibolen : 0,15 vezel per kubieke centimeter (150 000 vezels per kubieke meter) gemeten of berekend over een referentieperiode van 8 uur. »

Art. 9. In artikel 148*decies*, 2.5.9.2. van hetzelfde reglement, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986, worden de punten 9°, tweede lid, 10°, 11°, tweede lid en 13° opgeheven.

Art. 10. In artikel 148*decies* 2.5.9.3.1. van hetzelfde reglement ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986 wordt aangevuld als volgt : « Dit werkplan dient steeds aanwezig te zijn op de werf en wordt ter inzage gehouden van de betrokken werknemers en de bevoegde arbeidsinspecteur ».

Art. 11. In artikel 148*decies* 2.5.9.3.2. van hetzelfde reglement, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 september 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5.9.3.2. Het werkplan bedoeld in punt 5.9.3.1. moet voorzien in :

1° de algemene maatregelen van collectieve bescherming waaronder :

a) het luchtdicht dubbel gelaagd afschutten van de werkzone;

b) het verwijderen uit de werkzones van apparatuur die er zich bevindt of ze luchtdicht beschermen;

c) het uitschakelen van het elektriciteitsnet, behalve bij uitzonderlijk noodzakelijke instandhouding;

d) het totaal bedekken van de vloeren, in twee lagen, door middel van aan elkaar gehechte vellen van glad materiaal;

e) het voortdurend in onderdruk houden van de werkzone door middel van één of meerdere centrale afzuiggroepen en de volledige filtrering van de lucht door een absoluutfilter. De afzuiging moet dermate zijn dat 3 tot 4 maal per uur een totale verversing van de lucht in de werkzone verzekerd wordt. Een onderdruk van ten minste 10 Pa ten opzichte van buiten de werkzone is aanbevolen. Van de hier vermelde specificaties kan afgeweken worden om tech-

sont motivées de façon exhaustive dans le plan de travail. L'efficacité du filtre absolu et de l'aspiration doit être contrôlée régulièrement au moyen de mesurages.

L'évacuation du groupe d'aspiration doit s'effectuer directement en plein air;

f) le contrôle strict de l'accès à la zone de travail par un sas d'entrée comprenant un compartiment réservé aux vêtements de travail, un compartiment réservé au changement des vêtements de travail en vêtements de protection individuelle spécifiques et aux masques respiratoires et un compartiment réservé à la décontamination personnelle. Le dernier compartiment doit être pourvu d'une douche.

Les trois compartiments seront également maintenus en dépression par rapport à la zone d'accès extérieur du sas et devront être nettoyés tous les jours.

La concentration des fibres d'asbeste dans l'air de la zone propre du sas d'entrée doit être égale ou inférieure à 0,01 fibre par centimètre cube (10 000 fibres par mètre cube) au-dessus de la concentration ambiante, mesurée avant le début des travaux. La durée minimale de l'échantillonnage est de quatre heures;

2° Les mesures de protection individuelle.

Les travailleurs disposent de vêtements de travail et de protection, de gants, de bottes, chaussures et chaussettes, de sous-vêtements ainsi que des appareils respiratoires d'un type ou modèle agréé par le Ministre de l'Emploi et du Travail, comme prescrit dans l'article 160 I. Les appareils respiratoires doivent être, soit du type autonome, soit du type à adduction d'air, soit offrir une protection équivalente par une combinaison de surpression et de filtrage absolu de l'air. Ces différents moyens seront, après usage, transportés dans des emballages hermétiques et traités et nettoyés dans des installations adéquates.

L'employeur mettra à la disposition des visiteurs des moyens de protection adéquats dont certains, tels les vêtements et les protections, seront à usage unique.

3° Le conditionnement et l'évacuation des déchets.

Les déchets seront évacués par une voie d'accès distincte de celle utilisée par les travailleurs. Ils sont conditionnés dans des emballages étanches. Ces emballages sont dépoussiérés avant d'être à nouveau emballés. Ce double emballage est fermé hermétiquement et convenablement étiqueté. Tout le matériel utilisé dans la zone de travail ne pouvant pas être dépoussiéré facilement doit être considéré comme déchet.

4° Les mesurages d'empoussièrement.

a) Préalablement au début des travaux de démolition, il faut contrôler, au moyen d'un test de fumée ou un test équivalent, si le cloisonnement de la zone de travail est suffisant. Ce test doit se faire avant que la zone de travail soit mise en dépression. Le test se fait en utilisant les produits les moins dangereux. Les mesures nécessaires sont prises pour réduire l'exposition des travailleurs à la fumée.

b) Pendant les travaux, des analyses d'atmosphère doivent être effectuées tous les jours sur les lieux suivants :

- la zone propre du sas d'entrée;
- la (les) sortie(s) des groupes d'aspiration;
- la sortie du sas des matériaux;
- des zones critiques à déterminer dépendant des conditions sur place.

La présence continue d'un délégué du service ou du laboratoire à qui les mesures ont été confiées est obligatoire pendant toute la durée des mesurages, aux fins de surveiller le prélèvement.

La fréquence des mesurages peut être réduite, après accord de l'inspecteur du travail compétent, lorsqu'aucune modification substantielle n'intervient dans les conditions sur le lieu de travail et que les résultats des deux mesurages précédents sur les mêmes points de mesurages n'étaient pas supérieurs à 0,01 fibre par centimètre cube.

c) Les équipements de protection collective ne peuvent être démontés que lorsque la concentration résiduelle de fibres d'asbeste est égale ou inférieure à 0,01 fibre par centimètre cube (10 000 fibres par mètre cube).

Les mesurages ne peuvent s'effectuer que lorsque l'espace est jugé propre, sec et exempt de traces visibles d'asbeste ou de matériaux contenant de l'asbeste.

Pendant les mesurages précités, l'installation d'aspiration est hors service et l'air doit être perturbé afin de simuler des conditions ultérieures de travail.

nische redenen waarvoor in het werkplan een omstandige motivering wordt opgenomen. De efficiëntie van de absolute filter en van de afzuiging moet regelmatig gecontroleerd worden aan de hand van metingen.

De afvoer van de afzuiggroep moet rechtstreeks naar de buitenlucht gebeuren;

f) de strikte controle van de toegang tot de werkzone door een inkomsluis dat een vak bevat voorbehouden voor de werkkledij, een vak voorbehouden voor het omwisselen van de werkkledij met de specifieke individuele beschermingskledij en de ademhalingsmaskers en een vak dat voorbehouden is voor de persoonlijke decontaminatie. In dit vak dient een douche aanwezig te zijn.

Deze drie vakken worden eveneens in onderdruk gehouden ten opzichte van de toegangzone buiten de sluis en moeten dagelijks gereinigd worden.

De concentratie aan asbestvezels in de lucht in de zuivere zone van de sluis moet kleiner of gelijk zijn aan 0,01 vezel per kubieke centimeter (10 000 vezels per kubieke meter) boven de achtergrondconcentratie, gemeten voor de aanvang der werken. De minimumduur van de monsterneming bedraagt 4 uur;

2° De individuele beschermingsmiddelen.

De werknemers beschikken over werk- en beschermingskledij, handschoenen, laarzen, schoenen en kousen, ondergoed evenals over ademhalingsmaskers van een door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid aangenomen type of model, zoals voorgeschreven in artikel 160 I. De ademhalingsmaskers dienen, hetzij van het onafhankelijke type te zijn, hetzij met toevoer van lucht te werken, hetzij een evenwaardige bescherming te bieden door een combinatie van overdruk met totale filtrering van de lucht. Deze diverse middelen worden, na gebruik in hermetisch gesloten verpakking vervoerd, en behandeld en gereinigd in daartoe geschikte installaties.

De werkgever moet de bezoekers geschikte beschermingsmiddelen ter hand stellen, waarvan sommige zoals kledij en schoenvetrekken voor éénmalig gebruik zullen zijn.

3° De verpakking en verwijdering van afval.

Het afval wordt verwijderd langs een andere toegangsweg dan die welke door de werknemers wordt gebruikt. Het wordt verpakt in stofdichte verpakkingen. Die verpakkingen worden totstoft vooraleer opnieuw te worden verpakt. Die dubbele verpakking wordt hermetisch gesloten en naar behoren geëtiketteerd. Alle materiaal gebruikt in de werkzone dat niet gemakkelijk ontstoft kan worden dient te worden beschouwd als afval.

4° De metingen van het stofgehalte.

a) Vooraleer met de eigenlijke afbraakwerken te beginnen dient aan de hand van een rooktest of een evenwaardige test gecontroleerd te worden of de afsluiting van de werkzone voldoende is. Deze test dient te gebeuren alvorens de werkzone in onderdruk wordt gebracht. Voor het uitvoeren van de test wordt gebruik gemaakt van de minst schadelijke produkten. De nodige maatregelen worden genomen om de blootstelling van de werknemers aan de rook te beperken.

b) Tijdens de werken moeten atmosferanalyses dagelijks worden uitgevoerd op volgende plaatsen :

- de zuivere zone van de inkomsluis;
- de uitgang(en) van de afzuiggroep(en);
- de uitgang van de materiaalsluis;
- op nader te bepalen kritieke plaatsen, afhankelijk van de plaatselijke omstandigheden.

De voortdurende aanwezigheid van een afgevaardigde van de dienst of het laboratorium aan wie de metingen werden toevertrouwd, is noodzakelijk gedurende al die metingen ten einde toezicht te houden op de monsterneming.

De meetfrequentie kan worden verminderd na akkoord van de bevoegde arbeidsinspecteur indien de omstandigheden op de arbeidsplaats niet wezenlijk worden gewijzigd en de resultaten van de twee vorige metingen op dezelfde meetpunten niet hoger lagen dan 0,01 vezel per kubieke centimeter.

c) De uitrusting voor de collectieve bescherming mag slechts afgebroken worden nadat de resterende concentratie aan asbestvezels gelijk is aan of lager dan 0,01 vezel per kubieke centimeter (10 000 vezels per kubieke meter).

De metingen mogen slechts worden uitgevoerd nadat de ruimte zuiver, droog en vrij van zichtbare resten van asbest of asbesthoudend materiaal wordt bevonden.

Tijdens genoemde metingen moet de afzuigingsinstallatie afstaan en moet de lucht verstoord worden ter simulatie van de latere werkomstandigheden.

La durée minimale de l'échantillonnage est de quatre heures avec un volume minimum aspiré de 0,48 mètre cube. Le nombre d'échantillons à prélever est déterminé par la taille des travaux. L'échantillonnage est effectué selon les dispositions de l'annexe IV à la présente sous-section.

La présence continue d'un délégué du service ou du laboratoire à qui les mesurages ont été confiés est obligatoire pendant toute la durée des mesurages, aux fins de surveiller le prélèvement, à moins que cette présence continue ne puisse être remplacée par des moyens de contrôle adéquats du mesurage, des incidents et de l'accès de tiers à l'installation et aux équipements annexes.

5° Les procédures techniques à sec ou à l'humide à utiliser. »

Art. 12. L'article 148*decies* 2.5.9.3.5. du même règlement, inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« 5.9.3.5. Les travaux repris au point 5.9.3.1. font l'objet d'une notification préalable adressée à l'inspecteur du travail compétent et gérée par celui-ci. La notification se fait au moins quatorze jours avant le début prévu des travaux. Une copie de cette notification est transmise au médecin du travail de l'entreprise où seront exécutés les travaux. »

Art. 13. L'article 148*decies* 2.5.9.3.5. du même règlement, inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986, est complété comme suit :

« 5.9.3.6. Pour les travaux repris au point 5.9.3.1., un registre de chantier sera tenu par l'entreprise agréée sur les lieux du chantier. Il comprendra les rubriques suivantes :

1. l'identité du responsable du chantier;
2. une copie des fiches d'examen médical de tous les travailleurs présents sur le chantier;
3. les observations faites à l'occasion du test de fumée visé au point 5.9.3.2.4° a);
4. les mesures particulières imposées ou admises par l'inspecteur du travail compétent, compte tenu des caractéristiques techniques du chantier ou du travail à exécuter et de la nature du risque pour les travailleurs;
5. les procès-verbaux des mesures d'empoussièrement visées au point 5.9.3.2.4° b) et c);
6. le compte rendu des incidents qui sont survenus lors des travaux et qui ont eu pour résultat une contamination des sas d'entrée ou des zones contiguës ou une exposition des travailleurs;
7. la mention journalière des noms des travailleurs qui étaient présents sur le chantier ainsi que la mention de l'heure du début et de la fin de leurs prestations et la mention de la nature de leur activité;
8. les noms et qualité des visiteurs du chantier;
9. les remarques éventuelles de l'inspecteur du travail compétent. »

Art. 14. L'article 148*decies* 2.5.9. du même règlement, inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986 et modifié par l'arrêté royal du 10 septembre 1987, est complété comme suit :

« 5.9.5. Sans préjudice des dispositions du point 5.9.2. et par dérogation au point 5.9.3., les activités de remplacement, d'entretien ou de réparation limitée de tuyaux et de conduites dont l'isolation contient de l'asbeste, d'enlèvement du vieil asbeste-ciment et d'enlèvement d'asbeste et de matériaux contenant de l'asbeste facile à enlever par des opérations simples telles que le dévissage et le découpage ne peuvent être effectuées qu'aux conditions suivantes :

1° les travailleurs occupés sont inscrits sur une liste dressée par l'employeur. Ils disposent des instructions écrites nécessaires en matière de mesures de prévention à observer;

2° mise à la disposition des travailleurs concernés d'un équipement respiratoire approprié et d'autres équipements de protection individuelle, si le médecin du travail le juge nécessaire. Le port de ces équipements est obligatoire pendant toute la durée des activités visées à ce point;

3° mise à la disposition des travailleurs concernés des vêtements de travail adaptés à la nature des travaux;

4° après la fin de toute activité visée à ce point, des mesures appropriées sont prises pour dépoussiérer les locaux, les appareils et outils ainsi que les vêtements et emballages. Les travailleurs concernés sont obligés de prendre une douche, si le médecin du travail le juge nécessaire;

De minimumduur van de monsterneming bedraagt 4 uur met een aangezogen volume van minimaal 0,48 kubieke meter. Het aantal te nemen monsters wordt bepaald door de omvang van de werken. De monsterneming dient te gebeuren volgens de bepalingen van bijlage IV bij deze onderafdeling.

De voortdurende aanwezigheid van een afgevaardigde van de dienst of het laboratorium aan wie de metingen werden toevertrouwd, is noodzakelijk gedurende al die metingen ten einde toezicht te houden op de monsterneming, tenzij die voortdurende aanwezigheid kan vervangen worden door adequate middelen ter controle van het verloop van de metingen, van incidenten en van de toegang van derden tot de installatie en de bijhorende uitrustingen.

5° De aan te wenden droge en vochtige technieken. »

Art. 12. Artikel 148*decies* 2.5.9.3.5. van hetzelfde reglement ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5.9.3.5. De in punt 5.9.3.1. bedoelde werken maken het voorwerp uit van een voorafgaande aan de bevoegde arbeidsinspecteur gerichte, door deze laatste te beheren melding. De melding dient minimum veertien dagen vóór de geplande aanvang van de werken te gebeuren. Een copie van deze melding wordt overgemaakt aan de arbeidsgeneesheer van de onderneming waar de werkzaamheden worden uitgevoerd. »

Art. 13. Artikel 148*decies* 2.5.9.3.5. van hetzelfde reglement, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986, wordt aangevuld als volgt :

« 5.9.3.6. Voor de in punt 5.9.3.1. vermelde werkzaamheden wordt ter plaatse door de erkende onderneming een werfregister op het werkterrein bijgehouden. Het omvat de volgende rubrieken :

1. de identiteit van degene die voor het werk verantwoordelijk is;
2. een afschrift van de kaarten van medisch onderzoek van alle werknemers die op het werk aanwezig zijn;
3. de opmerkingen die naar aanleiding van de in punt 5.9.3.2.4° a) genoemde rooktest zijn gemaakt;
4. de bijzondere maatregelen die door de bevoegde arbeidsinspecteur werden opgelegd of goedgekeurd, rekening houdend met de technische kenmerken ter plaatse of het uit te voeren werk en met de aard van het risico voor de werknemers;
5. de processen-verbaal van de in punt 5.9.3.2.4° b) en c) genoemde stofgehaltemetingen;
6. het verslag van de incidenten die tijdens de werkzaamheden zijn voorgekomen en die een besmetting van de ingangsstuizen of aangrenzende zones of een blootstelling van de werknemers tot gevolg hebben gehad;
7. de vermelding per dag van de naam van de werknemers die op het werkterrein aanwezig zijn alsmede het uur van aanvang en beëindiging van de arbeid en van de aard van hun activiteit;
8. de namen van de bezoekers en hun hoedanigheid;
9. eventuele opmerkingen van de bevoegde arbeidsinspecteur. »

Art. 14. Artikel 148*decies* 2.5.9. van hetzelfde reglement, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 september 1987 wordt aangevuld als volgt :

« 5.9.5. Onverminderd de bepalingen van punt 5.9.2. en in afwijking van punt 5.9.3., mogen werkzaamheden die bestaan in de vervanging, het onderhoud of het beperkt herstel van buizen en leidingen waarvan de isolatie asbest bevat, het verwijderen van oud asbestciment, het verwijderen van asbest en asbesthoudende materialen die gemakkelijk kunnen worden weggenomen door eenvoudige handelingen zoals het losschroeven of uitzagen, enkel worden uitgevoerd onder de volgende voorwaarden :

1° de werknemers worden ingeschreven op een lijst, door de werkgever opgesteld. Zij beschikken over de nodige schriftelijke instructies met betrekking tot de in acht te nemen voorzorgsmaatregelen;

2° aan de betrokken werknemers worden, indien de betrokken arbeidsgeneesheer dit nodig acht, gepaste ademhalingsstoelzen en andere individuele beschermingsmiddelen ter beschikking gesteld. De werknemers zijn ertoe gehouden deze te dragen tijdens de volledige duur van de in dit punt bedoelde werkzaamheden;

3° aan de betrokken werknemers wordt arbeidskledij ter beschikking gesteld die aangepast is aan de aard van de werkzaamheden;

4° na het beëindigen van de in dit punt bedoelde werkzaamheden worden de nodige maatregelen genomen om de lokalen, de apparatuur en het gereedschap evenals de klederen en de verpakkingen te ontstoffen. De betrokken werknemers zijn ertoe gehouden een douche te nemen, indien de arbeidsgeneesheer dit nodig acht;

5° préalablement au début des activités visées à ce point, l'employeur est tenu d'avertir le service de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

6° les procédés de retrait des déchets doivent être déterminés préalablement par l'employeur;

7° pour le remplacement, l'entretien ou la réparation limité de tuyaux et conduites dont l'isolation contient de l'asbeste des sacs manchons de double épaisseur, fermés hermétiquement et de petites dimensions peuvent être utilisés. Ces travaux font l'objet d'une notification préalable adressée à l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail et gérée par celle-ci;

8° pour l'enlèvement du vieil asbeste-ciment, l'évacuation doit se faire de manière telle que l'émission des fibres d'asbeste provenant de l'asbeste-ciment soit limitée au maximum. Cela signifie que l'asbeste-ciment est tenu humide pendant les activités et que des outils appropriés sont utilisés;

9° L'asbeste et les matériaux contenant de l'asbeste sont manipulés de manière prudente. »

5.9.6. Utilisation de matériaux en asbeste-ciment.

5.9.6.1. Sur le chantier, il ne peut être livré que des produits d'asbeste-ciment prêts à l'emploi, sans qu'il soit nécessaire de procéder à des opérations de transformation susceptibles de produire des poussières.

5.9.6.2. L'utilisation d'outils mécaniques à grande vitesse, de disques abrasifs et de meuleuses d'angles pour usiner ou découper des pièces en asbeste-ciment est interdite.

5.9.6.3. Les déchets d'asbeste-ciment sont ramassés et éliminés quotidiennement des zones de travail de manière telle qu'ils ne soulèvent pas de poussières.

5.9.6.4. Il faut désigner un endroit spécial réservé au stockage des produits en asbeste-ciment utilisés sur le chantier. »

Art. 15. Les annexes au titre II, chapitre III, section II, sous-section I, insérées par les arrêtés royaux des 28 août 1986 et 7 novembre 1988 sont complétées par une annexe IV, rédigée comme suit :

« Annexe IV

Mesurages en vue du retrait des installations de protection collective visées à l'article 148 des lois 2.5.9.3.2., 4^o, c.

Les mesurages exécutés en vue de décider du retrait des installations de protection collective ne peuvent être effectués que si la zone de travail est sèche et exempte de traces visibles d'asbeste ou de matériaux contenant de l'asbeste.

Les porte-filtres doivent être fixés entre un et deux mètres au-dessus du niveau du sol et répartis sur l'ensemble de la zone de travail.

Les porte-filtres doivent être orientés vers le bas.

Dans les espaces de dimensions importantes dans le sens vertical (par ex. : canalisations, loges d'ascenseurs, etc.) les porte-filtres doivent être placés à une hauteur représentative de l'exposition des travailleurs.

Deux échantillons, au moins, doivent être prélevés sauf si le volume de la zone de travail est inférieur à 10 mètres cubes; dans ce cas un seul prélèvement suffit.

Le nombre minimal de prélèvements à effectuer est déterminé par le nombre entier immédiatement inférieur au résultat du calcul selon la formule :

$$A^{1/3}$$

A est déterminé comme suit :

1. si la hauteur de la zone de travail est inférieure à trois mètres ou si cette hauteur est supérieure à trois mètres mais que l'exposition n'est vraisemblable qu'au niveau du sol, alors A est la surface de la zone de travail exprimée en mètres carrés;

2. Dans les autres cas, A est égal à un tiers du volume de la zone de travail exprimé en mètres cubes.

Si la zone de travail contient des objets volumineux (par ex. chaudières) leur volume peut être déduit du volume total de la zone de travail.

(Cette formule n'a pas de signification théorique mais est une règle approximative qui fournit des nombres dont l'ordre de grandeurs est correct).

Le responsable de la stratégie de mesure peut estimer qu'un plus grand nombre de prélèvements est nécessaire. C'est le cas notamment lorsque la zone de travail est manifestement subdivisée, par exemple en plusieurs pièces faisant partie d'un même étage.

5° de werkgever brengt de dienst voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen op de hoogte alvorens de in dit punt bedoelde werkzaamheden worden aangevat;

6° de procédés ter verwijdering van de afvalstoffen dienen vooraf bepaald te worden door de werkgever;

7° voor beperkte vervanging, onderhoud of herstel van buizen en leidingen waarvan de isolatie asbest bevat, mag worden gebruik gemaakt van dubbel gelaagde, luchtdicht gesloten moffen van kleine afmetingen. Die werkzaamheden worden vooraf aan de Administratie van de Arbeidshygiëne en -geneeskunde gemeld, die voor het beheer van dit laatste zorgt;

8° voor het wegnemen van oud asbestcement moet de verwijdering zodanig gebeuren dat het vrijkomen van asbestvezels uit het asbestcement maximaal wordt beperkt. Dat betekent dat het asbestcement tijdens de werkzaamheden vochtig wordt gehouden en dat geschikte werktuigen worden gebruikt;

9° Het asbest en de asbestbevattende materialen worden met behoedzaamheid gehanteerd. »

5.9.6. Gebruik van materialen uit asbestcement.

5.9.6.1. Op de werf mogen slechts gebruiksklare produkten uit asbestcement worden geleverd, zonder dat dient overgegaan te worden tot bewerkingen die stof kunnen veroorzaken.

5.9.6.2. Het gebruik van mechanische werktuigen met grote snelheid, schuurschijven en hoekslijpmachines voor het bewerken of snijden van stukken in asbestcement is verboden.

5.9.6.3. Het afval van asbestcement wordt dagelijks verzameld en verwijderd van de werkzones op zodanige wijze dat het geen stofverspreiding veroorzaakt.

5.9.6.4. Er moet een speciale plaats aangewezen worden voorbehouden voor het opslaan van produkten in asbestcement die op de werf worden gebruikt. »

Art. 15. De bijlagen bij titel II, hoofdstuk III, afdeling II, onderafdeling I, ingevoegd bij de koninklijke besluiten van 28 augustus 1986 en 7 november 1988 worden aangevuld met een bijlage IV, luidend als volgt :

« Bijlage IV

Metingen voor het verwijderen van de uitrusting voor collectieve bescherming bedoeld bij artikel 148 des lois 2.5.9.3.2., 4^o, c.

De metingen die worden uitgevoerd om te beslissen of de uitrusting voor collectieve bescherming mag afgebroken worden mogen slechts gebeuren wanneer de werkzone droog is en vrij van zichtbare resten van asbest of asbesthoudend materiaal.

De filterhouders moeten aangebracht worden op een hoogte tussen 1 à 2 meter boven de vloer en verspreid over de hele werkzone.

De filterhouders moeten naar beneden gericht zijn.

In verticale ruimten met belangrijke afmetingen (bijvoorbeeld kokers, liftkooien, enzovoort) moeten de filterhouders geplaatst worden op een voor de werknemers representatieve blootstellingshoogte.

Er moeten ten minste twee monsters genomen worden, tenzij het volume van de werkzone minder dan 10 kubieke meter bedraagt, in welk geval één monster volstaat.

Het minimum aantal monsters wordt bepaald door het geheel getal dat juist lager is dan het resultaat van de berekening overeenkomstig de volgende formule :

$$A^{1/3}$$

A wordt als volgt bepaald :

1. wanneer de werkzone lager is dan 3 meter, of in werkzones die hoger zijn maar waar de blootstelling normalerwijze alleen op grondniveau gebeurt, dan is A de oppervlakte van de werkzone uitgedrukt in vierkante meters;

2. In de andere gevallen is A één derde van het volume van de werkzone uitgedrukt in kubieke meters.

Wanneer binnen de werkzone grote voorwerpen aanwezig zijn (zoals ketels) dan mag hun volume van het totale volume van de werkzone afgetrokken worden.

(De formule heeft geen theoretische betekenis maar is een vuistregel die cijfers van een juiste omvang oplevert).

De persoon die instaat voor het plannen van de metingen kan oordelen dat meer monsters nodig zijn. Dit is bijvoorbeeld het geval wanneer een werkzone duidelijk onderverdeeld is, bijvoorbeeld wanneer een ganse verdieping van een gebouw de werkzone vormt, met daarin verschillende kamers.

Exemples du nombre de prélèvements à exécuter en application de la formule ci-dessus :

Surface de la zone de travail en m ²	ou	Volume de la zone de travail en m ³	Nombre minimal de prélèvements
		10	1
50		150	2
200		600	4
500		1.500	6
1.000		3.000	9
5.000		15.000	16
10.000		30.000	20

La durée minimale d'un prélèvement est de quatre heures et le volume minimal aspiré d'un prélèvement est de 0,48 mètre cube.

Références : MDHS 39/3 (Asbestos fibres in air).
Health and Safety Executive (Royaume-Uni). »

Art. 16. L'article 723ter 5, § 2 du même règlement, modifié par l'arrêté royal du 28 août 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Il est interdit d'utiliser de l'asbeste :

a) dans les appareils de filtration d'air placés dans les lieux de travail;

b) dans la fabrication des jouets, des articles pour fumeurs, des peintures et vernis, ainsi que des tamis catalytiques et des dispositifs d'isolation destinés à des appareils de chauffage utilisant du gaz liquéfié ou à être incorporés dans ces appareils;

c) dans la fabrication des matériaux ou préparations destinés à être appliqués par pulvérisation, sauf s'il s'agit de composés bitumeux destinés à être appliqués par pulvérisation sur les bas de caisse de véhicules pour la protection contre la corrosion. »

Art. 17. L'article 723ter 7.5. du même règlement inséré par l'arrêté royal du 28 août 1986, est abrogé.

Art. 18. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. VAN DEN BRANDE

Voorbeelden van het aantal te nemen monsters bij gebruik van de hierboven vermelde formule :

Oppervlakte van de werkzone in m ²	of	Volume van de werkzone in m ³	Minimum aantal monsternemingen
		10	1
50		150	2
200		600	4
500		1.500	6
1.000		3.000	9
5.000		15.000	16
10.000		30.000	20

De minimum monsternemingsduur bedraagt vier uur en het minimum aangezogen volume bedraagt 0,48 kubieke meter.

Referenties : MDHS 39/3 (Asbestos fibres in air).
Health and Safety Executive (Verenigd-Koninkrijk). »

Art. 16. Artikel 723ter 5, § 2 van hetzelfde reglement, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het is verboden asbest te gebruiken :

a) in de luchtfilteringstoestellen geplaatst in de werkplaatsen;

b) bij het vervaardigen van speelgoed, rookartikelen, verf en vernis evenals katalytische zeven en isolatievoorzieningen bestemd voor verwarmingstoestellen die op vloeibaar gas werken of bestemd om in die toestellen ingebouwd te worden;

c) voor het vervaardigen van materialen of preparaten die bestemd zijn om door verstuiving te worden aangebracht, behoudens wanneer het bituminose verbindingen betreft die bestemd zijn om als corrosiebescherming op de onderzijde van voertuigcarrosserieën te worden verstoven. »

Art. 17. Artikel 723ter 7.5. van hetzelfde reglement, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1986, wordt opgeheven.

Art. 18. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 juli 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. VAN DEN BRANDE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 91 — 1919

[C-35920]

12 JUNI 1991. — Decreet houdende oprichting van een Vlaamse Adviescommissie voor ziekenhuizen en andere vormen van medische verzorging en begeleiding (1)

De Vlaamse Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepaling

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 59bis van de Grondwet.

(1) Zitting 1990-1991.

Stukken : - Ontwerp van decreet : 486 - Nr. 1. - Verslag : 486 - Nr. 2.

Handelingen. - Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 28 en 30 mei 1991.